

## COMMUNIQUÉ MINISTERIEL

Délivré à la Conférence des Ministres sur l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture en Afrique (CHEA)  
Kampala, du 15 au 19 Novembre 2010

### Communiqué Ministériel

Le gouvernement Ougandais et le Forum des Universités Régionales pour le Renforcement des Capacités dans l'Agriculture (RUFORUM), avec l'appui des partenaires nationaux, régionaux et internationaux a organisé une réunion régionale des Ministres africains, des députés, des hauts fonctionnaires responsables de l'éducation, de l'agriculture, de la science et de la technologie, les finances et la planification, du secteur privé, société civile et les représentants des agriculteurs, pour discuter du renforcement de l'enseignement supérieur dans le domaine de la agriculture, afin que les universités africaines et autres établissements d'enseignement puissent contribuer plus efficacement aux processus du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) de l'Union africaine. La conférence visait à consolider les développements récents en renforçant les partenariats de haut niveau, et le soutien politique pour la restructuration de l'enseignement supérieur en agriculture et en science.

### Les résultats attendus étaient:

1. Un engagement de haut niveau politique et des partenaires de développement dans le sens de l'accroissement des investissements dans l'enseignement supérieur, la science et des innovations en Afrique assuré;
2. Dialogue parmi les personnes possédant l'autorité et l'influence focalisé sur l'urgence de résoudre l'état de l'enseignement supérieur agricole et professionnel en Afrique est initié et consolidé;
3. Les implications en termes des capacités de 6% de croissance fixée par le PDAA et les actions pour réaliser cette croissance sont identifiées;
4. Les actions prioritaires nécessaires par les gouvernements, les universités et les autres acteurs, et les établissements d'enseignement de produire des diplômés convenables pour le 21eme siècle en Afrique, convenue.
5. Divers objectifs de financement consolidés à l'échelle continentale au profit de la science et le développement des capacités dans le cadre du NEPAD, et des orientations appropriées aux autorités nationales des finances donnés;
6. Un réseau international pour stimuler et soutenir la restructuration des établissements d'enseignement supérieur en Afrique facilité,
7. Les universités africaines sont mobilisées pour devenir plus proactives et à s'engager dans le développement de l'Afrique et en particulier à apporter leur contribution à la recherche et l'innovation.

Les ministres présents se sont réunis le jeudi 18 Novembre 2010. Suite à leurs délibérations, ils ont publié le communiqué suivant.

D'autres détails de résolutions émanant de la conférence sont fournis en annexe:

## COMMUNIQUÉ MINISTERIEL

Délibéré à la Conférence des Ministres sur l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture en Afrique (CHEA)  
Kampala, du 15 au 19 Novembre 2010

### Communiqué délivré par les Ministres réunis à Kampala, Uganda Le jeudi 18 Novembre 2010

Nous, les ministres réunis à la Conférence ministérielle sur l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture en Afrique tenue à l'Hôtel Munyonyo Commonwealth, à Kampala en République de l'Ouganda du 15 au 19 Novembre 2010:

#### Conscient du fait que:

- les Chefs d'Etat et de gouvernement ont une vision pour l'agriculture africaine dont l'objectif cible est l'augmentation annuelle de la production agricole de 6%, le minimum requis pour devancer la croissance de la population, avoir un impact durable dans la réduction de la faim, la pauvreté et la réalisation de plusieurs des Objectifs de Développement du Millénaire,
- Les Chefs d'Etats et des gouvernements africains ont confié à la Commission de l'UA et à travers elle l'Agence de coordination du NEPAD (NEPAD-PCA) de mettre en œuvre le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) comme une stratégie concertée et globale pour la réalisation de leur vision pour l'Agriculture en Afrique.
- L'Association des universités africaines et de nombreuses études et rapports ont souligné les difficultés aux quelles nos universités font face dans la production de diplômés de qualité, des doctorants de troisième cycle et faire de la recherche de qualité pour le succès du PDDAA.

#### Reconnaissant :

- qu'il ya eu, et continuent d'être, de nombreuses initiatives crédibles et importantes visant à rendre les universités africaines plus pertinentes pour l'industrie agricole africaine du 21ème siècle,
- l'appui fourni par les gouvernements, des fondations caritatives, les agences de développement régionales et multilatérales et les partenaires au développement de l'Afrique,
- que les universités africaines sont conscientes de la nécessité de se réformer et ont lancé d'importants changements afin de mieux répondre aux besoins de développement de l'Afrique tel qu'énoncé dans la procédure de cette conférence. Ce qui implique un engagement proactif avec le secteur privé en vue de diversifier le financement de l'enseignement supérieur,
- que les établissements d'enseignement supérieur comprennent qu'ils doivent rendre des comptes pour les ressources qui leur sont fournis.

## COMMUNIQUÉ MINISTERIEL

Délivré à la Conférence des Ministres sur l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture en Afrique (CHEA)  
Kampala, du 15 au 19 Novembre 2010

**Sachant que**, malgré ces progrès, en raison de l'augmentation rapide de l' enrôlement nécessairement des étudiants, les universités ont chuté en termes de capacités humaines et infrastructurelles requises pour dispenser une éducation de haute qualité et des expériences d'apprentissage dans l'agriculture et leur capacité à mener la recherche agricole à grand impact.

**Sachant qu'il** ya eu un financement limité pour soutenir la formation postuniversitaire dans les universités africaines, qui a gravement entravé le développement de la capacité nécessaire qui devrait renforcer les capacités propres à l'Afrique pour le développement des capacités.

**Conscient** du fait que l'incompatibilité entre la nécessité absolue d'assurer le succès du PDDAA et la grave pénurie de capacités humaines nécessaires pour atteindre ce succès doit être résolu en tant que question d'urgence nationale, régionale et même mondiale.

**Réaffirmons** notre engagement à la Déclaration de Maputo et nous nous engageons à réserver au moins 10% de nos budgets nationaux à l'agriculture et de veiller à ce que l'enseignement de l'agriculture et de la recherche devrait être doté de ressources adéquates dans cette portion.

**Félicitons** les organisateurs de la Conférence sur l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture (CHEA) pour avoir organisé une conférence pour aborder des sujets importants et urgents qui sont vitales dans le cadre du développement de l'industrie agricole de l'Afrique. Nous apprécions également le temps que les différentes parties prenantes du secteur public et privé, les organisations paysannes, la société civile et les universités et leurs réseaux ont consacré à la conférence.

A la lumière des observations ci-dessus, nous nous **engageons** à:

1. Un renouvellement et avec insistance la restauration de la qualité de l'enseignement supérieur agricole par les gouvernements africains. Il est nécessaire de bien préparer les nombres croissants des diplômés, graduats et doctorants à assumer leurs responsabilités pour atteindre les objectifs du PDDAA. Ceci nécessitera une attention particulière sur la formation du niveau supérieur afin de produire la capacité requise pour fournir un enseignement de qualité et des expériences d'apprentissage dans les universités et les collèges africains.
2. augmenter les investissements dans l'enseignement supérieur agricole en Afrique et à les inclure comme investissement intégral au sein des programmes nationaux compacts et de productivité agricole à moyen terme du PDDAA. Ce devrait être guidée par la prospective structurée.
3. prendre des mesures nécessaires et urgentes pour développer un plan d'action et d'investissement à l'échelle africaine pour la mise en œuvre de la Commission de

## COMMUNIQUÉ MINISTERIEL

Délivré à la Conférence des Ministres sur l'enseignement supérieur dans le domaine de  
l'agriculture en Afrique (CHEA)  
Kampala, du 15 au 19 Novembre 2010

l'Union africaine et des stratégies du NEPAD-PCA afin de renforcer le développement des capacités agricoles conçues pour soutenir le PDDAA.

4. veiller à ce que les ministères responsables de l'enseignement supérieur, les établissements d'enseignement et d'autres acteurs concernés créent l'environnement propice et convivial pour les femmes et l'éducation des filles et l'avancement professionnel à tous les niveaux.
5. plaider auprès de la Commission de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales, l'Agence de Coordination et de Planification du NEPAD (NEPAD-PCA) et le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) pour un soutien accru et l'engagement des réseaux d'enseignement supérieur en Afrique dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre du programme de formation et de recherche agricoles,
6. soutenir les partenariats locaux et internationaux qui répondent aux besoins de capacité critique pour le développement agricole durable. Ceci inclut les partenariats entre les universités et l'engagement avec les communautés, secteur privé et de la diaspora africaine.

## COMMUNIQUÉ MINISTERIEL

Délivré à la Conférence des Ministres sur l'enseignement supérieur dans le domaine de  
l'agriculture en Afrique (CHEA)  
Kampala, du 15 au 19 Novembre 2010

Signé par:

### Ministre Responsable

### Signature

1. Ministre de Science et Technologie, BURUNDI

-----

2. Ministre de l'Agriculture, ETHIOPIE

-----

3. Ministre de l'Agriculture, KENYA

-----

4. Ministre de l'Education supérieure, KENYA

-----

5. Ministre des Services Médicaux, KENYA

-----

6. Ministre de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire  
LESOTHO

-----

7. Vice Ministre de l'Education, MOZAMBIQUE

-----

8. Ministre de l'Education, NIGER

-----

9. Ministre de l'Agriculture et Ressources Animales,  
RWANDA

-----

10. Ministre de l'Education, RWANDA

-----

11. Ministre de l'Education supérieure, SOUDAN

-----

12. Ministre de l'Education et formation  
professionnelle, TANZANIE

-----

13. Ministre de l'Agriculture et Industrie Animale, et  
Pêche, OUGANDA

-----

## COMMUNIQUÉ MINISTERIEL

Délivré à la Conférence des Ministres sur l'enseignement supérieur dans le domaine de  
l'agriculture en Afrique (CHEA)  
Kampala, du 15 au 19 Novembre 2010

### Ministre Responsable

### Signature

14. Ministre de Finance, Planification et Développement  
Economique, OUGANDA

15. Ministre du Genre, des Travaux et Affaires Sociales  
, OUGANDA

16. Ministre des obligations Générales (Office du  
Premier Ministre), OUGANDA

17. Ministre d'Etat pour l'Education  
Supérieure, OUGANDA

18. Vice Ministre de l'Education, ZAMBIE

19. Ministre de l'Éducation supérieure, ZIMBABWE

20. Ministre des Terres et de la réinstallation en milieu  
rural, ZIMBABWE

## MINISTERIAL COMMUNIQUÉ

Issued at the Ministerial Conference on Higher Education in Agriculture in Africa (CHEA)  
Kampala 15<sup>th</sup> – 19<sup>th</sup> November 2010

### Annexe 1.

**Résolutions de la Conférence sur l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture en Afrique (CHEA) Kampala, du 15 au 19 Novembre 2010**

Les annexes reflètent les détails des résolutions de la conférence approuvées par la réunion des ministres à Kampala:

#### **1. Résolutions sur le renforcement de la pertinence des universités africaines**

- 1.1 Ministères gouvernementaux responsables de l'éducation, avec l'appui des universités, devront entreprendre des audits des ressources humaines nationales et les besoins en capacités pour soutenir la conception, le financement et la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités humaines nationales,
- 1.2 Ministères et les universités devront développer des partenariats fonctionnels à travers lesquels un soutien direct aux besoins en capacité et politiques agricoles peut être apporté,
- 1.3 Les universités africaines devront entreprendre des réformes afin de répondre aux besoins futurs.
- 1.4 Les gouvernements devront soutenir les universités et leurs réseaux pour renforcer les systèmes régionaux et nationaux d'assurance de qualité et la rationalisation des ressources dans la formation et de recherche pour le développement

#### **2. Résolutions permettant aux universités de devenir des établissements d'enseignement**

- 2.1 Les gouvernements devront permettre et faciliter les universités à devenir des établissements d'enseignement produisant des solutions aux problèmes et aux entrepreneurs,
- 2.2 Les universités devront promouvoir les approches d'enseignement et d'apprentissage basées sur l'investigation et axées sur l'étudiant pour bien préparer les diplômés dans le contexte du lien enseignement-recherche.
- 2.3 Les gouvernements et les universités devront créer et soutenir les mécanismes nécessaires au renforcement des capacités pour l'établissement des liens de partenariat optimal.

#### **3. Résolutions sur l'exploitation des opportunités et des développements en matière de Technologie de l'Information et de la Communication (TIC)**

- 3.1 Les gouvernements devront faciliter les universités à être connecté à l'information nationale et les infrastructures énergétiques pour optimiser l'utilisation des TIC

## MINISTERIAL COMMUNIQUÉ

Issued at the Ministerial Conference on Higher Education in Agriculture in Africa (CHEA)  
Kampala 15<sup>th</sup> – 19<sup>th</sup> November 2010

3.2 Les universités devront s'engager avec le secteur privé à exploiter les TIC dans l'enseignement, l'apprentissage et la recherche.

### **4. Résolutions sur la projection par cartographie des scénarios futurs pour la politique et l'investissement dans l'enseignement supérieur agricole**

4.1 Les institutions africaines d'enseignement supérieur devront établir des nœuds des prédictions et de réflexion connectés à l'Université Panafricaine qui a été lancé en Juillet 2010 et d'autres centres en sciences, la recherche et l'enseignement africains d'excellence. Parmi leurs résultats seront les analyses des questions africaines contribuant aux études du Forum mondial pour la recherche agricole (GFAR) Virtual Foresight Academy qui vise à mieux définir les priorités de la recherche pour le développement. Ces initiatives permettront de profiter de l'Initiative du GFAR Forward Thinking, qui est une plate-forme neutre et indépendante pour les développeurs d'outils de prospective et d'initiatives,

4.2 L'établissement des nœuds, pour la prévoyance dans les universités africaines et d'autres centres de recherche et l'enseignement agricole d'excellence qui contribuera à améliorer la pertinence et les contextes de l'institut et de ses programmes, et l'ordre du jour de la prévoyance africaine en général,

### **5. Résolutions sur la promotion de l'éducation des femmes et le leadership dans l'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture**

5.1 Les Ministères de l'Éducation et les Institutions d'enseignement supérieur doivent créer et / ou renforcer les cadres institutionnels pour l'égalité des sexes aux niveaux national et institutionnel à travers le développement et l'examen des politiques de genre accompagné par des stratégies efficaces, des systèmes de surveillance, de comptabilité et des ressources adéquates.

5.2 Les Ministères de l'Éducation, les institutions d'enseignement supérieur et autres acteurs concernés devront créer un environnement propice et favorable pour les femmes et l'éducation des filles et l'avancement professionnel à tous les niveaux (c.-à- infrastructure adéquate, les programmes, les installations, les enseignants, le soutien des besoins pratiques des femmes / filles, les rôles biologiques et sociaux, etc.).

5.3 Le Ministère de l'Éducation et les Institutions d'enseignement supérieur devront établir des mécanismes pour assurer une sensibilisation continue des filles, les familles, les communautés et les enseignants et les motiver pour la science et l'agriculture lors de choix de carrières scolaires.

### **6. Les résolutions sur l'intégration de l'enseignement supérieur agricoles dans l'agenda politique**

6.1 Fournir le cadre politique et juridique permettant aux universités de contribuer aux processus de prise de décisions et d'exécution, et ceci dans le cadre de l'alignement des universités aux exigences en capacité du PDDAA.



## MINISTERIAL COMMUNIQUÉ

Issued at the Ministerial Conference on Higher Education in Agriculture in Africa (CHEA)  
Kampala 15<sup>th</sup> – 19<sup>th</sup> November 2010

- 6.2 La politique du gouvernement devra assurer un soutien financier adéquat aux universités pour l'enseignement, l'apprentissage, la recherche et le service communautaire afin de maintenir la qualité tout en acceptant une hausse des inscriptions.
- 6.3 Les gouvernements et les partenaires au développement devront intensifier leurs efforts pour résoudre en particulier le problème de faible capacité humaine et institutionnelle en Afrique centrale et de l'Ouest.
- 6.4 Renforcer la coordination entre ministères chargés de l'enseignement supérieur agricole grâce à un système national d'innovation.

### 7. Résolutions sur le renforcement des partenariats dans l'enseignement supérieur agricole

7.1 Le partenariat impliquant des institutions d'enseignement supérieur devra :

- être axée sur l'Afrique, selon les politiques et programmes africains articulés et centrés sur la résolution des besoins de capacité critique pour le développement agricole durable;
- être soutenus par des engagements à long terme donnant suffisamment de temps pour le renforcement des capacités humaines et la transformation institutionnelle;
- faciliter l'amélioration des liens entre l'enseignement de l'agriculture, la recherche, la vulgarisation et le secteur privé afin d'accroître l'échange de connaissances de la recherche à l'application pratique et vice versa pour des résultats de développement efficace,
- s'engrener avec les réseaux de l'éducation agricole tertiaire en Afrique.

7.2 Les gouvernements africains devront encourager les initiatives visant à utiliser les compétences humaines de la diaspora africaine, les ressources institutionnelles et professionnelles, et les réseaux d'entreprises afin de contribuer au développement de l'Afrique.

### 8. Resolutions on integrating agricultural tertiary education in the CAADP processes

8.1 Le Recteur, vice recteurs, les conseils d'administration et les Sénats devront s'engager plus activement dans les processus du PDDAA

8.2 NEPAD et le FARA-PCA devront travailler avec le secteur privé et les gouvernements, et offrir des stages aux étudiants afin d'améliorer leurs compétences et la sensibilisation sur demande des agriculteurs et l'agro-industrie

8.3 NEPAD-PCA, Association des Universités Africaines (AUA), les réseaux d'enseignement supérieur africain, FARA, et les partenaires au développement devront mobiliser des ressources pour appuyer des actions spécifiques urgentes suivantes:

## MINISTERIAL COMMUNIQUÉ

Issued at the Ministerial Conference on Higher Education in Agriculture in Africa (CHEA)  
Kampala 15<sup>th</sup> – 19<sup>th</sup> November 2010

- i. développer un ensemble d'outils et un plan d'action visant à permettre le PDDAA de défendre efficacement l'approche africaine sur l'enseignement supérieur agricole et la formation aux niveaux national, sous-régional et continental en général,
- ii. mener à bien un processus participatif d'élaboration d'un plan d'action et d'investissement sur le renforcement des capacités en agriculture à l'échelle de l'Afrique,
- iii. identifier les priorités axées sur la demande pour le plan d'action et d'investissement en matière de renforcement des capacités agricole à l'échelle de l'Afrique.